

## Publications économiques et financières



### Conjoncture financière

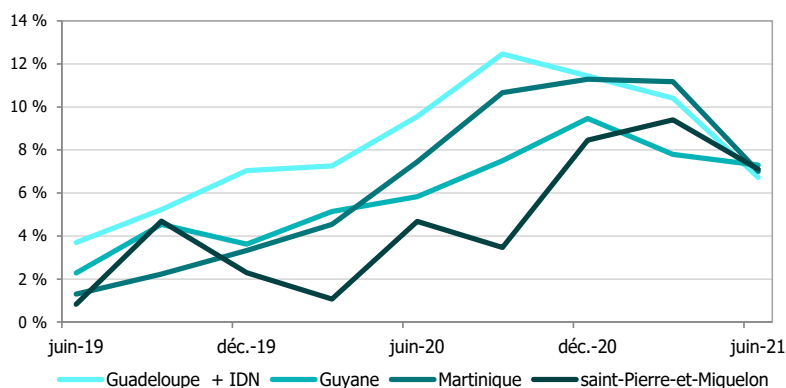
N° 685 / Décembre 2021

# Tableau de bord des indicateurs monétaires et financiers au 30 juin 2021 dans les DOM et COM de la zone euro

## Évolution globale

### Les encours globaux de crédits

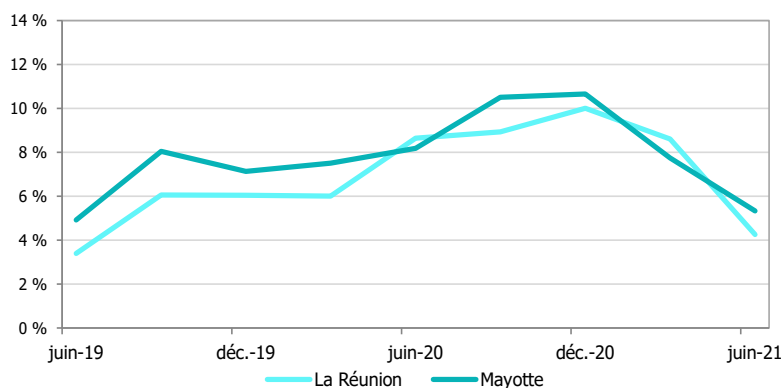
Évolution des encours de crédits totaux dans l'océan Atlantique  
(en glissement annuel)



Au 30 juin 2021

	Encours brut (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
Guadeloupe + IDN	13 237	6,7 %
Guyane	4 270	7,3 %
Martinique	11 967	7,0 %
saint-Pierre-et-Miquelon	224	7,1 %
<b>Total océan Atlantique</b>	<b>29 699</b>	<b>6,9 %</b>

Évolution des encours de crédits totaux dans l'océan Indien  
(en glissement annuel)



Au 30 juin 2021

	Encours brut (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
Mayotte	1 463	5,3 %
La Réunion	27 319	4,3 %
<b>Total océan Indien</b>	<b>28 782</b>	<b>4,3 %</b>

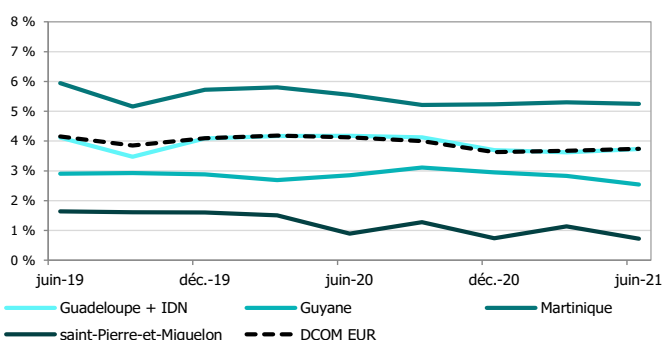
Au 30 juin 2021

	Encours brut (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
<b>Total DCOM zone euro</b>	<b>58 481</b>	<b>5,6 %</b>

Sources : SURFI et Banque de France (Service central des risques)

## L'évolution de la sinistralité\*

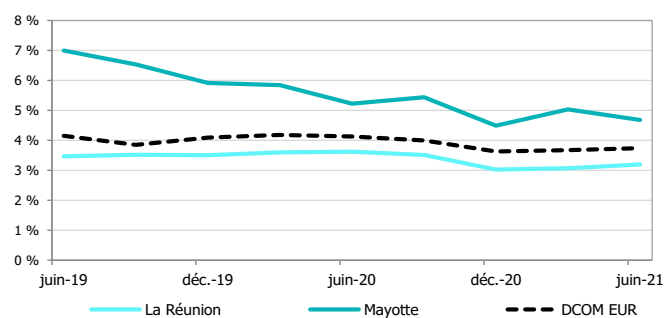
Évolution du taux de créances douteuses dans l'océan Atlantique



Source : SURFI

Pour mémoire, le taux de sinistralité observé à fin 2018 pour les établissements de crédit en France, pour leur activité en France uniquement, est de 3,3 % (source : ACPR).

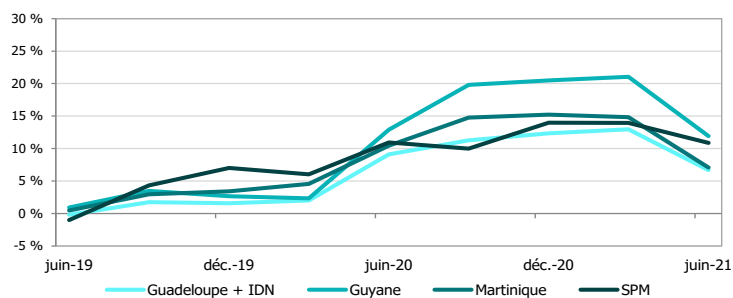
Évolution du taux de créances douteuses dans l'océan Indien



## L'évolution des actifs financiers\*

### Par géographie

Évolution des actifs financiers dans l'océan Atlantique (en glissement annuel)

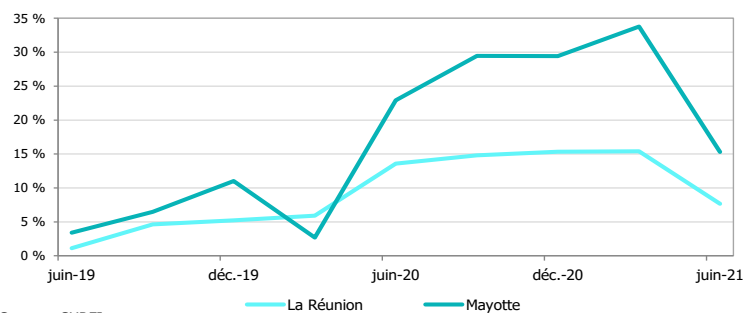


Source : SURFI

Au 30 juin 2021

	Actifs financiers (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
Guadeloupe + IDN	11 146	6,7 %
Guyane	2 619	11,9 %
Martinique	9 626	7,1 %
saint-Pierre-et-Miquelon	282	10,9 %
<b>Total océan Atlantique</b>	<b>23 673</b>	<b>7,4 %</b>

Évolution des encours des actifs financiers dans l'océan Indien (en glissement annuel)



Au 30 juin 2021

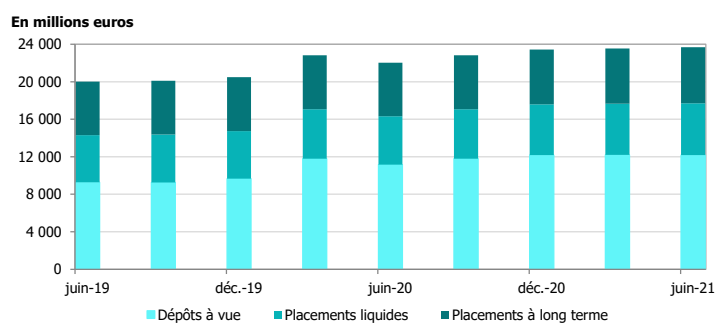
	Actifs financiers (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
La Réunion	18 611	7,7 %
Mayotte	932	15,3 %
<b>Total océan Indien</b>	<b>19 543</b>	<b>8,0 %</b>

Au 30 juin 2021

	Actifs financiers (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
<b>Total DCOM zone euro</b>	<b>43 215</b>	<b>7,7 %</b>

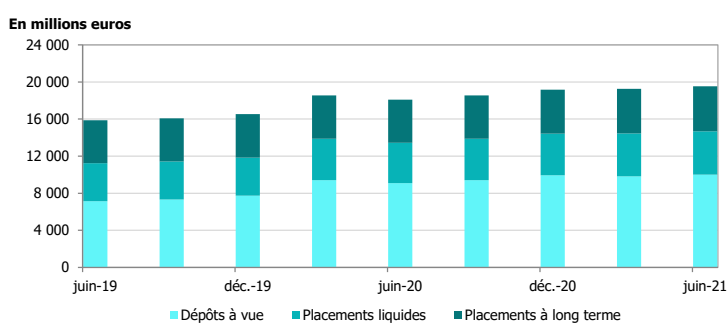
### Par composante

Évolution des principales composantes des actifs financiers dans l'océan Atlantique



Source : SURFI

Évolution des principales composantes des actifs financiers dans l'océan Indien

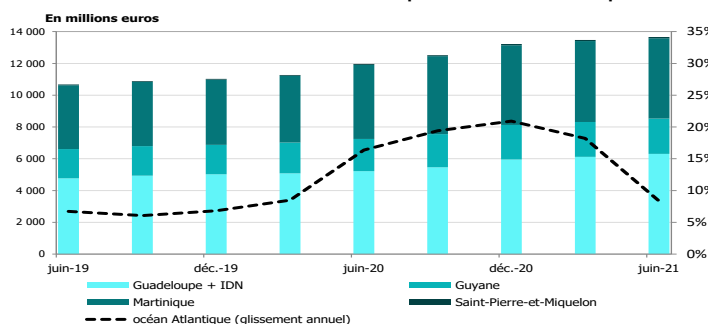


\* Ces données concernent les seuls établissements de crédit installés localement

## Évolution des encours de crédits aux entreprises

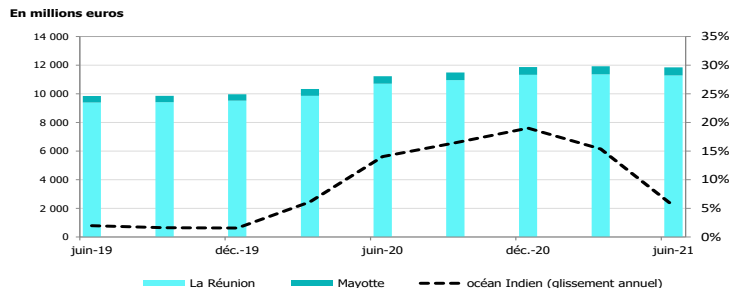
### Répartition par géographie

Évolution des encours de crédits aux entreprises dans l'océan Atlantique



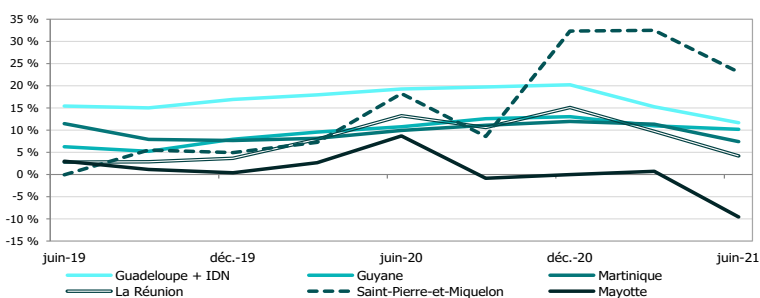
Sources : SURFI et Banque de France (Service central des risques)

Évolution des encours de crédits aux entreprises dans l'océan Indien



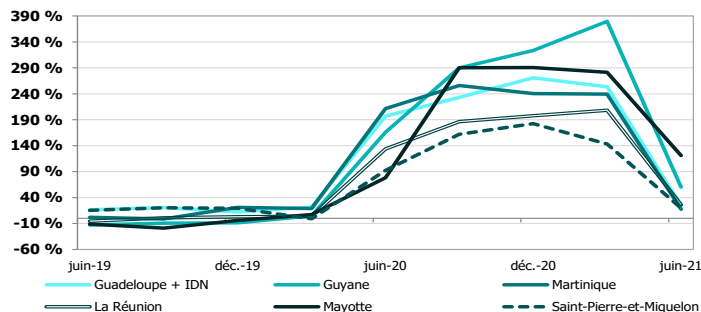
## Évolution des encours de crédits d'investissement et de trésorerie\*

Évolution des crédits d'investissement (en glissement annuel)



Sources : SURFI et Banque de France (Service central des risques)

Évolution des crédits de trésorerie (en glissement annuel)



### Crédits totaux aux entreprises

	juin-19	sept.-19	déc.-19	mars-20	juin-20	sept.-20	déc.-20	mars-21	juin-21	Montant en millions d'euros (juin 2021)
<i>En glissement annuel</i>										
Guadeloupe + IDN	8,5 %	8,6 %	9,3 %	10,7 %	18,6 %	20,4 %	21,0 %	17,5 %	7,9 %	6 430
Guyane	2,1 %	4,3 %	3,4 %	6,0 %	10,8 %	12,1 %	17,1 %	13,2 %	9,3 %	2 221
Martinique	6,8 %	3,7 %	5,4 %	6,9 %	16,1 %	16,4 %	22,4 %	21,2 %	8,4 %	5 054
Saint-Pierre-et-Miquelon	4,6 %	12,0 %	6,5 %	5,1 %	18,9 %	16,5 %	38,6 %	32,3 %	23,4 %	73
La Réunion	1,6 %	1,6 %	1,6 %	6,1 %	14,0 %	16,3 %	19,0 %	15,3 %	5,4 %	11 282
Mayotte	9,4 %	2,7 %	1,8 %	5,7 %	14,5 %	19,3 %	19,7 %	16,7 %	7,1 %	565

### Crédits d'investissement aux entreprises

	juin-19	sept.-19	déc.-19	mars-20	juin-20	sept.-20	déc.-20	mars-21	juin-21	Montant en millions d'euros (juin 2021)
<i>En glissement annuel</i>										
Guadeloupe + IDN	15,4 %	15,0 %	16,9 %	18,0 %	19,3 %	19,8 %	20,2 %	15,3 %	11,7 %	2 805
Guyane	6,3 %	5,2 %	8,0 %	9,6 %	10,8 %	12,6 %	13,1 %	11,0 %	10,2 %	866
Martinique	11,5 %	7,9 %	7,7 %	8,1 %	9,9 %	11,1 %	12,0 %	11,4 %	7,4 %	2 970
Saint-Pierre-et-Miquelon	-0,1 %	5,5 %	4,9 %	7,3 %	18,2 %	8,6 %	32,3 %	32,5 %	23,1 %	53
La Réunion	2,8 %	2,9 %	3,6 %	8,0 %	13,3 %	10,6 %	15,1 %	9,8 %	4,2 %	4 969
Mayotte	3,0 %	1,2 %	0,4 %	2,7 %	8,7 %	-0,8 %	0,0 %	0,7 %	-9,6 %	264

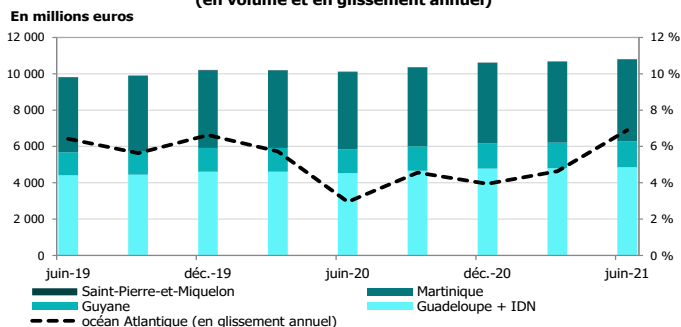
### Crédits de trésorerie aux entreprises

	juin-19	sept.-19	déc.-19	mars-20	juin-20	sept.-20	déc.-20	mars-21	juin-21	Montant en millions d'euros (juin 2021)
<i>En glissement annuel</i>										
Guadeloupe + IDN	16,5 %	20,7 %	12,1 %	21,5 %	196,8 %	233,1 %	270,9 %	253,4 %	23,7 %	778
Guyane	-12,8 %	-9,3 %	-8,8 %	4,6 %	165,9 %	289,8 %	323,5 %	379,6 %	60,2 %	156
Martinique	1,9 %	-1,5 %	20,8 %	18,8 %	211,6 %	255,8 %	240,3 %	239,4 %	17,4 %	779
Saint-Pierre-et-Miquelon	15,3 %	20,3 %	19,2 %	-1,1 %	92,2 %	161,9 %	182,6 %	143,3 %	19,4 %	11
La Réunion	-5,6 %	1,0 %	2,8 %	3,9 %	133,5 %	186,3 %	197,5 %	208,2 %	26,4 %	1 392
Mayotte	-11,1 %	-19,0 %	-4,2 %	7,0 %	78,1 %	290,3 %	290,6 %	281,5 %	120,9 %	92

## Évolution des encours de crédits aux ménages

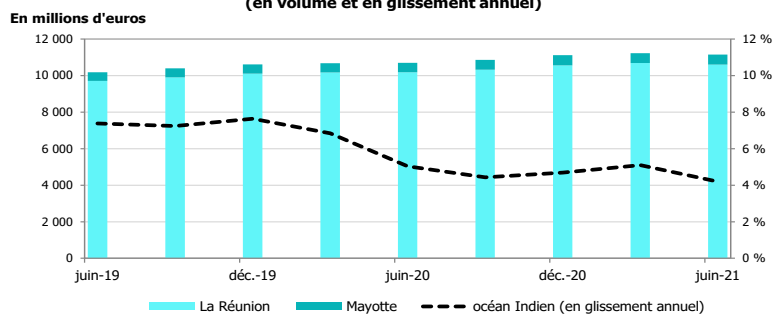
### Répartition par géographie

Évolution des encours de crédits aux ménages dans l'océan Atlantique (en volume et en glissement annuel)



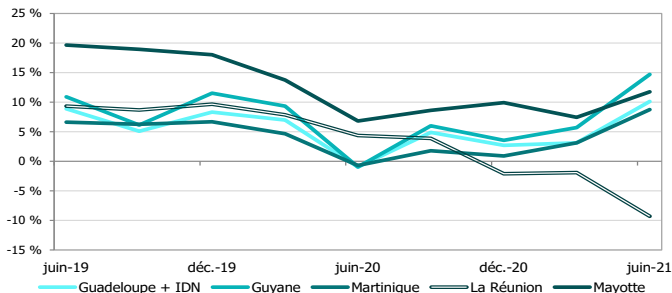
Source : SURFI

Évolution des encours de crédits aux ménages dans l'océan Indien (en volume et en glissement annuel)



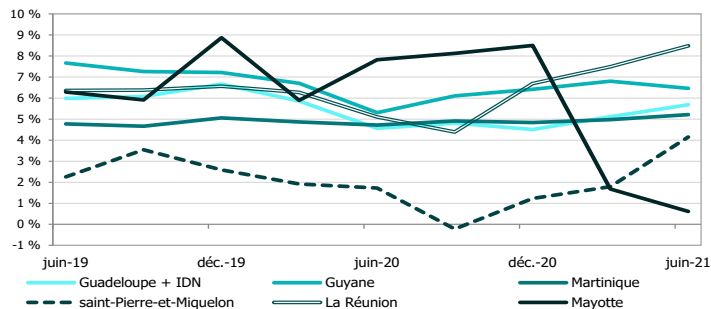
### Évolution des encours de crédits à la consommation et à l'habitat

Évolution des crédits à la consommation (en glissement annuel)



Source : SURFI

Évolution des crédits à l'habitat (en glissement annuel)



#### crédits totaux aux ménages

	juin-19	sept.-19	déc.-19	mars-20	juin-20	sept.-20	déc.-20	mars-21	juin-21
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe + IDN	7,0 %	5,7 %	7,2 %	6,2 %	2,7 %	4,9 %	3,9 %	4,4 %	7,1 %
Guyane	8,5 %	6,9 %	8,3 %	7,3 %	3,6 %	6,0 %	5,6 %	6,5 %	8,5 %
Martinique	5,4 %	5,2 %	5,6 %	4,8 %	3,0 %	3,9 %	3,6 %	4,4 %	6,3 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	2,6 %	4,0 %	3,6 %	2,3 %	2,4 %	0,2 %	1,1 %	2,2 %	4,1 %
La Réunion	7,1 %	7,0 %	7,3 %	6,7 %	4,9 %	4,2 %	4,5 %	5,1 %	4,1 %
Mayotte	13,3 %	12,9 %	13,9 %	10,2 %	7,3 %	8,4 %	9,3 %	4,9 %	6,8 %

Montant en millions d'euros (juin 2021)
4 783
1 387
4 419
113
10 556
556

#### crédits à l'habitat

	juin-19	sept.-19	déc.-19	mars-20	juin-20	sept.-20	déc.-20	mars-21	juin-21
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe + IDN	6,0 %	6,1 %	6,7 %	5,9 %	4,6 %	4,8 %	4,5 %	5,1 %	5,7 %
Guyane	7,7 %	7,3 %	7,2 %	6,7 %	5,3 %	6,1 %	6,4 %	6,8 %	6,5 %
Martinique	4,8 %	4,7 %	5,1 %	4,9 %	4,7 %	4,9 %	4,8 %	5,0 %	5,2 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	2,3 %	3,5 %	2,6 %	1,9 %	1,7 %	-0,2 %	1,2 %	1,8 %	4,2 %
La Réunion	6,4 %	6,4 %	6,6 %	6,3 %	5,1 %	4,4 %	6,7 %	7,5 %	8,5 %
Mayotte	6,3 %	5,9 %	8,9 %	5,9 %	7,8 %	8,1 %	8,5 %	1,7 %	0,6 %

Montant en millions d'euros (juin 2021)
3 168
1 025
3 062
90
8 060
239

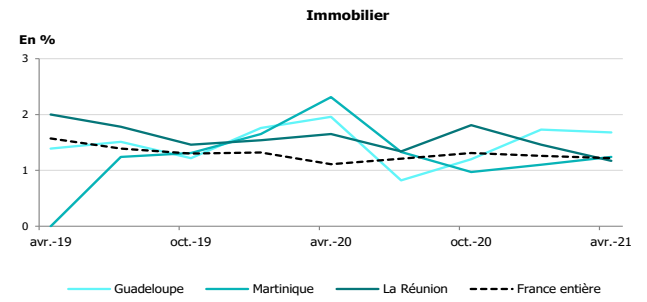
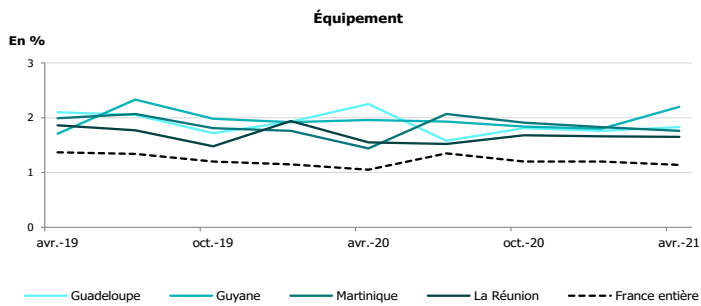
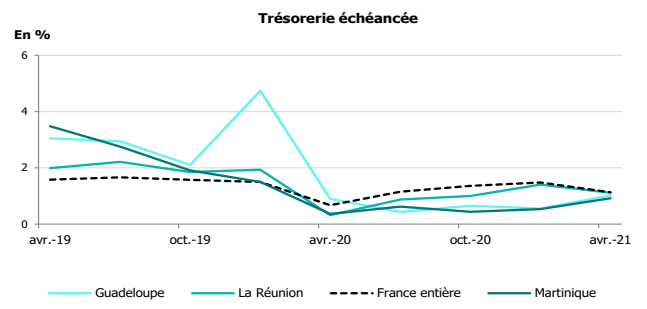
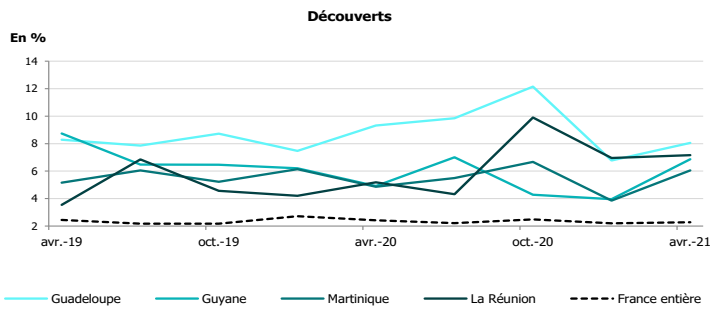
#### crédits de consommation

	juin-19	sept.-19	déc.-19	mars-20	juin-20	sept.-20	déc.-20	mars-21	juin-21
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe + IDN	8,9 %	5,1 %	8,3 %	7,0 %	-1,0 %	4,9 %	2,7 %	3,1 %	10,1 %
Guyane	10,9 %	6,1 %	11,5 %	9,3 %	-1,0 %	6,0 %	3,6 %	5,7 %	14,7 %
Martinique	6,6 %	6,2 %	6,7 %	4,6 %	-0,7 %	1,8 %	0,9 %	3,1 %	8,8 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	4,1 %	6,2 %	7,9 %	4,1 %	5,1 %	2,0 %	0,4 %	4,1 %	4,0 %
La Réunion	9,3 %	8,7 %	9,7 %	7,9 %	4,4 %	3,9 %	-2,1 %	-1,9 %	-9,3 %
Mayotte	19,6 %	18,9 %	18,0 %	13,7 %	6,8 %	8,6 %	9,9 %	7,4 %	11,8 %

Montant en millions d'euros (juin 2021)
1 610
361
1 351
23
2 484
317

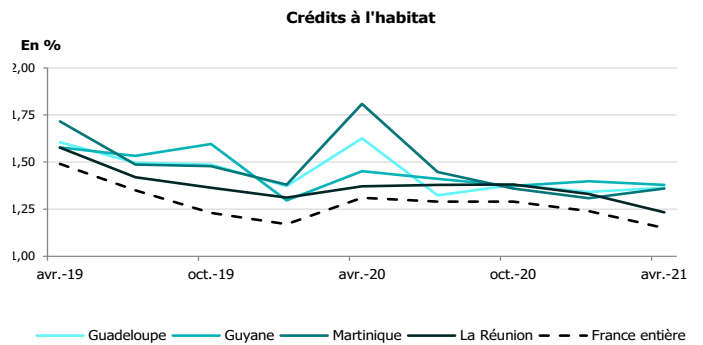
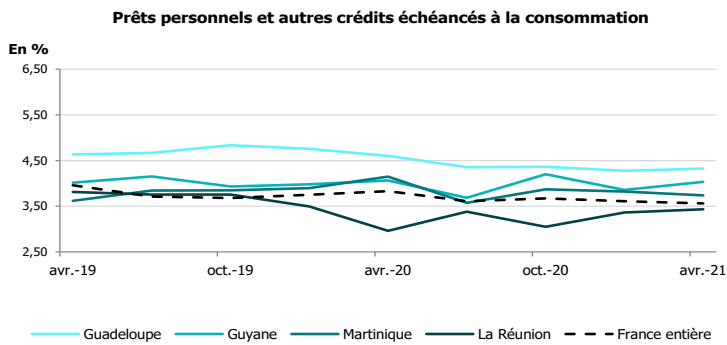
# Évolution des taux des crédits

## Évolution des taux des crédits aux entreprises



Sources : IEDOM, Banque de France

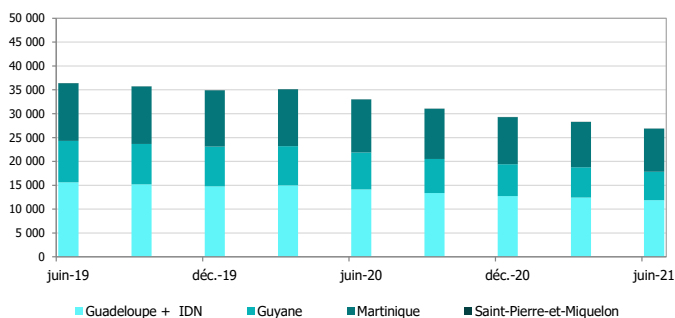
## Évolution des taux des crédits aux particuliers



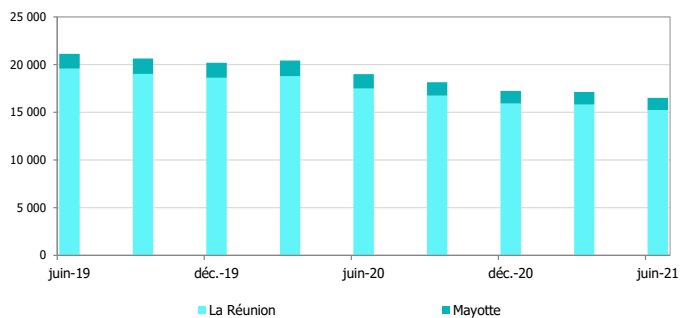
Sources : IEDOM, Banque de France

## Ménages

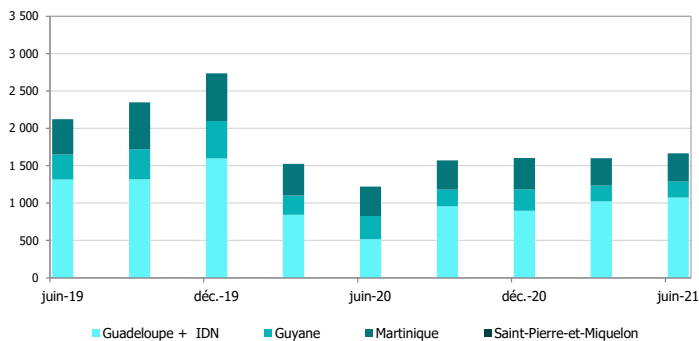
Nombre de personnes physiques en interdiction bancaire dans l'océan Atlantique



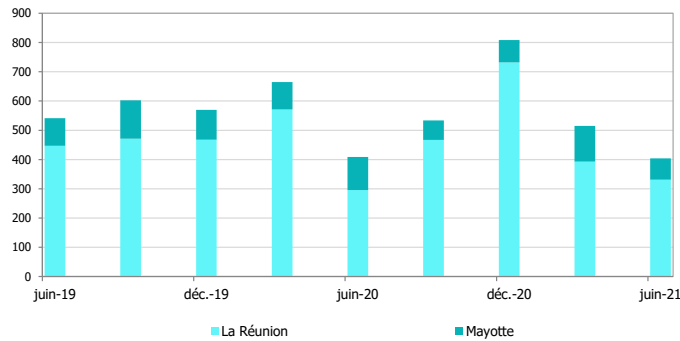
Nombre de personnes physiques en interdiction bancaire dans l'océan Indien



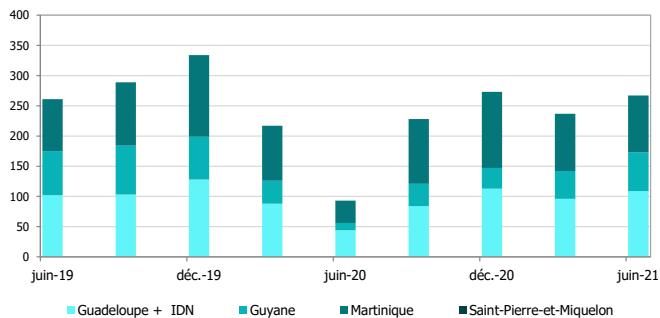
Nombre de retraits de cartes bancaires dans l'océan Atlantique (nombre de retraits au cours du trimestre)



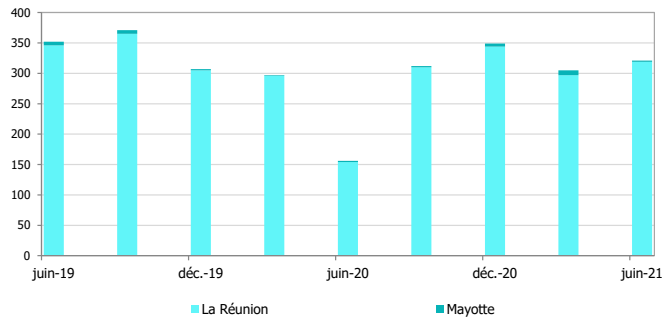
Nombre de retraits de cartes bancaires dans l'océan Indien (nombre de retraits au cours du trimestre)



Nombre de dossiers de surendettement dans l'océan Atlantique (nombre de dossiers déposés au cours du trimestre)

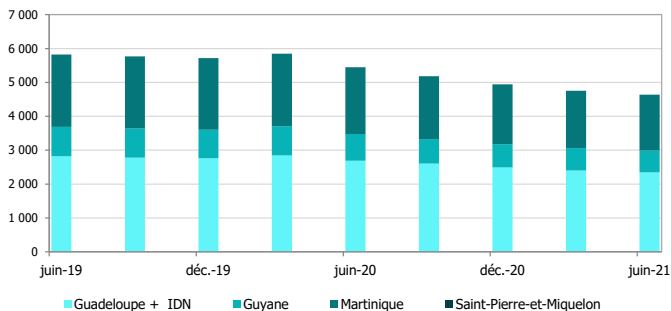


Nombre de dossiers de surendettement dans l'océan Indien (nombre de dossiers déposés au cours du trimestre)

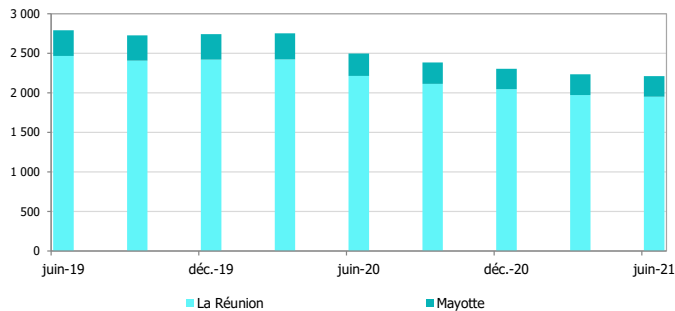


## Entreprises

Nombre de personnes morales en interdiction bancaire dans l'océan Atlantique

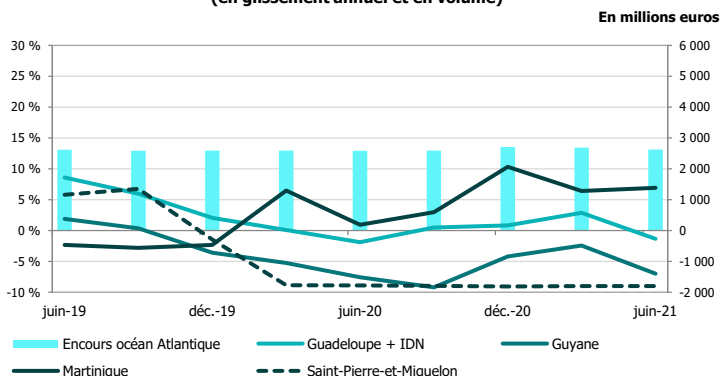


Nombre de personnes morales en interdiction bancaire dans l'océan Indien

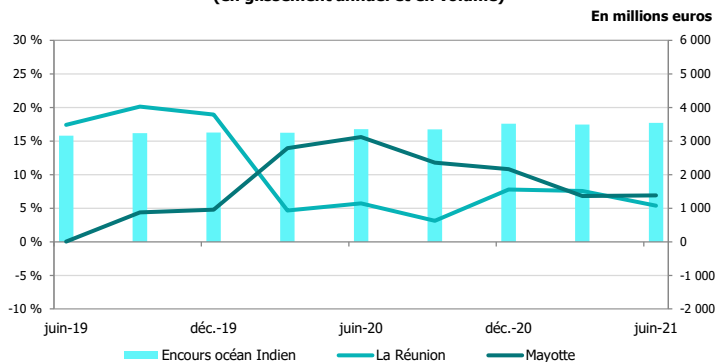


# Le financement des collectivités locales

Évolution des crédits aux collectivités locales dans l'océan Atlantique (en glissement annuel et en volume)



Évolution des crédits aux collectivités locales dans l'océan Indien (en glissement annuel et en volume)



Sources : SURFI et Banque de France (Service central des risques)

## crédits aux collectivités locales

	juin-19	sept.-19	déc.-19	mars-20	juin-20	sept.-20	déc.-20	mars-21	juin-21
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe + IDN	8,6 %	6,0 %	2,1 %	0,1 %	-1,9 %	0,5 %	0,9 %	2,9 %	-1,3 %
Guyane	1,9 %	0,4 %	-3,6 %	-5,2 %	-7,6 %	-9,2 %	-4,2 %	-2,4 %	-7,0 %
Martinique	-2,3 %	-2,8 %	-2,3 %	6,5 %	0,9 %	3,0 %	10,3 %	6,4 %	6,9 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	5,8 %	6,7 %	-1,5 %	-8,9 %	-8,9 %	-9,0 %	-9,1 %	-9,0 %	-9,0 %
La Réunion	17,4 %	20,1 %	18,9 %	4,7 %	5,7 %	3,1 %	7,8 %	7,6 %	5,4 %
Mayotte	0,0 %	4,4 %	4,8 %	13,9 %	15,6 %	11,8 %	10,8 %	6,8 %	6,9 %

Au 30 juin 2021

Montant en millions d'euros	Part dans les crédits totaux* en %
1 073	8,4 %
274	6,7 %
1 260	11,1 %
23	10,5 %
3 338	12,7 %
201	14,3 %

\* Depuis la publication de l'arrêté de décembre 2018, dans un souci de cohérence dans la mesure où l'encours de crédit aux collectivités locales retenu est l'encours sain, l'encours de crédit total pris en compte est l'encours sain, et non l'encours brut.

## MÉTHODOLOGIE

Les **crédits** présentés concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements bancaires intervenant dans les DOM et COM de la zone euro disposant au minimum d'un guichet domiciliaire d'opération enregistré auprès de la Banque de France dans l'une des géographies concernées (établissements installés localement dits ECIL), soit par ceux n'en disposant pas (établissements de crédit non installés localement dits ECNIL).

Les **actifs financiers** présentés sont ceux placés par l'ensemble des agents économiques auprès des ECIL uniquement.

Les données relatives à la **Guadeloupe** incluent les collectivités de **Saint-Martin** et **Saint-Barthélemy**.

Les **taux des crédits** présentés dans cette note sont collectés à partir de l'enquête « coût du crédit » réalisée par la Banque De France auprès des établissements bancaires ayant leur activité dans les DCOM de la zone euro. Elle prend en compte les crédits nouveaux accordés au cours du premier mois de chaque trimestre aux sociétés non financières et aux particuliers. Les entrepreneurs individuels sont donc exclus de cette analyse. Les taux recensés dans cette enquête sont des taux effectifs au sens étroit (TESE), ils correspondent à la composante d'intérêt du taux effectif global (TEG). Les taux moyens publiés sont calculés en pondérant les taux collectés par les montants de crédit correspondants.

Concernant les **taux des crédits aux entreprises**, les « découverts » rassemblent des découverts stricto sensu ainsi que les crédits permanents. La catégorie « escompte » regroupe l'escompte au sens strict, les financements sur loi Dailly, les mobilisations de créances sur l'étranger et les autres créances commerciales. La « trésorerie échancée » correspond à l'ensemble des instruments de trésorerie hors découverts et escompte. La catégorie « Immobilier » regroupe les prêts immobiliers classiques, ainsi que le crédit-bail immobilier. Les « crédits d'équipement » regroupent les crédits à l'équipement aidés ainsi que les autres crédits à l'équipement. Enfin, les « Autres crédits d'investissement », comprennent les autres crédits à la clientèle, les prêts subordonnés, ainsi que le crédit-bail mobilier.

La méthodologie de l'enquête sur le cout du crédit aux entreprises a évolué en 2017. Elle prend en compte les crédits nouveaux accordés au cours de chaque trimestre aux sociétés non financières, les entrepreneurs individuels étant exclus de cette analyse. Les séries ne sont donc plus comparables avec celles publiées auparavant.

S'agissant des **taux des crédits aux particuliers**, les « crédits à l'habitat » intègrent l'ensemble des crédits à l'habitat des ménages et ce quelle que soit la période de fixation initiale du taux (PFIT). Les « découverts » incluent toutes les utilisations de découvert enregistrées au cours d'un mois de référence ainsi que les crédits de trésorerie non échancés (crédits permanents ou revolving). Le montant déclaré est le montant débiteur moyen constaté au cours du mois de référence. Les « prêts personnels » incluent, en plus des prêts personnels, les financements de ventes à tempérament et les prêts sur carte de crédit.

**Dates d'extraction des données** : décembre 2021.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : M.-A. POUSSIN-DELMAS – Responsable de la rédaction : M. RANDRIAMISAINA  
 Rédaction : D. GORDON – Participation aux travaux : – Éditeur et imprimeur : IEDOM  
 Achievé d'imprimer : décembre 2021 – Dépôt légal : décembre 2021 – ISSN 1952-9619